



ÉDITORIAL

L'obstiné du Palais

PAR LAURENT MOULOU, RÉDACTEUR EN CHEF

Autant le dire de suite : à l'heure où nous écrivons ces lignes, le gouvernement Lecornu II est encore en état de marche. Mais il est fort probable que, à l'heure où, vous, vous lisez ces pages, cet exécutif appartienne déjà au passé, emporté par une motion de censure après le discours de politique générale du premier ministre. Mais, au fond, qu'importe. Qu'il ait été balayé dès les premiers jours ou qu'il soit en sursis jusqu'à un débat budgétaire insoluble, la nature même de cet énième attelage macronien est déjà un témoignage accablant de l'entêtement idéologique du chef de l'État. Et de son mépris pour les conséquences sociales et démocratiques funestes qu'il risque d'entraîner.

Les Français réclament, dans les sondages comme dans les urnes, un changement de cap politique. Emmanuel Macron a préféré continuer de leur faire un bras d'honneur en accentuant, au contraire, sa mainmise sur Matignon, quitte à s'aliéner une bonne part de ses alliés LR. En ce sens, la composition de Lecornu II tient de la leçon de choses. Sur les 34 ministres, 18 étaient déjà présents dans les gouvernements Barnier, Bayrou ou Lecornu I ! Les nouvelles têtes ? Beaucoup d'affidés du chef de l'État. On songe à Alice Rufo, ancienne membre du pôle diplomatique de l'Élysée, bombardée ministre déléguée auprès de la ministre des Armées et des Anciens Combattants. Ou encore à Édouard Geffray, ministre de l'Éducation nationale, après avoir été longtemps le bras droit, Rue de Grenelle, de Jean-Michel Blanquer, un rallié de la première heure...

Cette nouvelle mouture est la démonstration d'un chef de l'État acculé, isolé, qui tente de faire un rempart de ses derniers soutiens. Qu'importe la réalité, Emmanuel Macron reste muré dans ses certitudes. Et semble préférer, envers et contre tout, entraîner le pays dans une crise politique majeure, plutôt que d'admettre le verdict des législatives et de nommer un premier ministre de gauche qui permettrait de mener une autre politique économique et sociale, attendue par une majorité de nos concitoyens.

L'Élysée ne peut ignorer que la taxe Zucman reste soutenue par 85 % des Français. Et l'abrogation de la réforme des retraites par 75 % des salariés. Tout comme un meilleur contrôle des aides publiques aux grandes entreprises. Devant de telles attentes, l'obstination d'Emmanuel Macron à ne pas en tenir compte n'est rien d'autre qu'une lourde faute politique. Elle trahit un combat de classe dans lequel il a depuis longtemps choisi son camp. Celui d'une minorité déjà privilégiée. Il reste « le président des riches » face à la souffrance sociale. Et ne compte pas infléchir sa politique de l'offre. Ni revenir sur la logique de réduction des dépenses publiques, cette dernière demeurant la matrice du budget 2026 version Lecornu.

Ce jusqu'au-boutisme a des conséquences démocratiques gravissimes. Il participe à l'affaiblissement des institutions, dévitalisant un Parlement sans cesse contourné. Et détourne les Français de la politique au sens large du terme. Les derniers chiffres du baromètre de la confiance, effectué par le Centre de recherches politiques de Sciences-Po, sont très inquiétants. 26 % des Français ressentiraient désormais du « dégoût » pour la politique (contre 19 % l'an dernier). Et le désintérêt pour la démocratie progresserait depuis la dissolution et l'instabilité qui s'est ensuivie. À tel point que 73 % des Français réclameraient désormais « un vrai chef en France pour remettre de l'ordre ».

À l'heure où nous écrivons ces lignes, nul ne sait qui gouvernera la France d'ici une semaine. Mais il est certain, en revanche, qu'Emmanuel Macron continue à être le meilleur marchepied de l'extrême droite. ●

Ce jusqu'au-boutisme a des conséquences démocratiques gravissimes.

26 % des Français ressentiraient désormais du « dégoût » pour la politique.